



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency

Document de synthèse

Stratégie de coopération canadienne au Brésil

2005-2010

Mars 2005

Agence canadienne de développement international
200, promenade du Portage
Gatineau (Québec)
K1A 0G4
Tél.: (819) 997-5006
Sans frais : 1-800-230-6349
Télécopieur : (819) 953-6088
(Pour les malentendants et les personnes atteintes
de troubles de la parole (ATS) seulement: (819) 953-5023
Sans frais pour les malentendants et les personnes atteintes
de troubles de la parole (ATS) seulement : 1-800-331-5018)
Courriel : info@acdi-cida.gc.ca

Canada 

Un aperçu de la présence de l'ACDI au Brésil

Bien que le Brésil soit un géant économique, les iniquités sociales y sont très importantes et on compte cinquante-quatre millions de Brésiliens vivant avec moins de deux dollars par jour et dix-sept millions avec moins de un dollar par jour.

Le gouvernement du Canada, par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international, veut contribuer à l'amélioration de l'équité au Brésil tout en renforçant ses relations bilatérales avec celui-ci. Le programme de l'ACDI au Brésil est fondé sur le partage d'idées, de modèles, de connaissances entre des organisations canadiennes et brésiliennes stratégiques qui ont la capacité d'adapter ces nouvelles connaissances afin de faire face aux défis de développement.

Depuis 1996, la composante bilatérale du programme de coopération du Canada au Brésil se fonde sur le transfert de technologies. On entend, par « technologies », des approches ou modèles canadiens faisant appel à des connaissances, à un savoir-faire, à une expertise ou à une expérience unique et, par « transfert de technologies », le partage de renseignements sur ces approches canadiennes avec des partenaires brésiliens solides et compétents, capables d'adapter ces dernières pour faire face aux problèmes urgents de développement. L'ACDI avec sa Stratégie de coopération canadienne au Brésil : 2005-2010 (aussi appelée Stratégie de programmes-pays 2005-2010 pour le Brésil) pousse plus avant la notion de transfert de technologies vers celle d'échange de connaissances qui reconnaît que les partenaires canadiens et brésiliens apprennent grâce à l'échange de connaissances, modèles et expériences.

La Stratégie de programmes-pays 2005-2010 veut concentrer les efforts de l'ACDI au Brésil de manière géographique et sectorielle. Les priorités géographiques de l'ACDI sont d'abord la région du Nord-Est puis les périphéries des centres urbains. Des initiatives à l'échelle fédérale seront également considérées. Du point de vue sectoriel, l'ACDI concentre sa programmation dans les champs de la gouvernance, la santé et le monde du travail tout en ayant des thèmes transversaux soit l'égalité entre les sexes, l'égalité ethnique et la gestion de l'environnement. La stratégie favorise aussi le développement d'une relation d'une plus grande maturité avec le Brésil grâce à la coopération trilatérale ainsi qu'à des initiatives régionales.

Introduction

Avec une superficie et une population qui le placent au cinquième rang mondial, le Brésil est la première puissance économique et politique d'Amérique du Sud. Pourtant, des millions de Brésiliens tirent peu de bénéfice de la force et de l'envergure de leur pays, et vivent dans la pauvreté et l'exclusion. Le gouvernement brésilien et ses partenaires, tant nationaux qu'étrangers, doivent faire preuve de créativité et d'innovation pour faire face aux iniquités persistantes. Le présent document vise à énoncer la vision générale de la contribution de l'Agence canadienne de développement international aux efforts de développement du Brésil pour la période 2005-2010.

Développement du Brésil : contexte et défis

Le Brésil est un pays riche à revenu intermédiaire qui possède d'importantes ressources naturelles, humaines et technologiques. En 2003, sur l'indicateur du développement humain des Nations Unies (IDH), le Brésil a obtenu une note moyenne et s'est classé au 65^e rang sur 175 pays. Ce pays a fait des avancées spectaculaires au cours des 50 dernières années, mais les populations marginalisées n'en profitent toutefois pas. Les indicateurs composites masquent des situations extrêmes et de nombreuses inégalités selon la situation économique, la région, l'appartenance ethnique, le sexe et le milieu de résidence (urbain ou rural).

Selon les chiffres des organismes internationaux, environ 54 millions de Brésiliens, soit 32 % de la population, vivent avec moins de deux dollars par jour. Environ 10 % de la population vit dans la pauvreté absolue (moins de un dollar par jour). C'est au Nord-Est du pays et en périphérie des grands centres urbains que se retrouvent les populations les plus pauvres. Cette pauvreté frappante côtoie une très grande richesse. Le coefficient de Gini du Brésil s'élève à 0,6 — ce qui le classe parmi les pays les plus inégalitaires du monde.

Qu'est-ce que l'équité ?

L'équité est la mesure du droit à la propriété et à l'accès aux richesses, aux possibilités et à la participation au sein d'une société donnée. On mesure l'équité en comparant la situation de différents groupes de la société, selon leurs revenus, l'accès aux services, la quantité d'actifs productifs dont ils sont propriétaires, et leur niveau de participation aux questions politiques et sociales et à la prise de décisions. L'équité est en fait un lien dynamique entre la réduction de la pauvreté et la croissance. Le niveau d'équité détermine jusqu'à quel point la croissance a une influence sur la réduction de la pauvreté et vice-versa.

Sur le plan ethnique, les personnes de race noire et de sang mêlé vivent en moyenne dans une pauvreté plus marquée que les personnes de race blanche. L'IDH classe la population de race noire à un niveau équivalent à la 108^e place, alors que la population blanche y occupe l'équivalent de la 50^e place. Au chapitre des différences hommes-femmes, les deux sexes font face à des défis différents. Le revenu moyen des femmes équivaut à 63 % de celui des hommes; elles sont victimes de discrimination sur le marché du travail et de violence en milieu familial. Néanmoins, les femmes vivent en moyenne 8 ans de plus que les hommes et ont une scolarité moyenne de 6 années, soit un peu plus que celle des hommes (5,7 ans). Le chômage, l'abus d'alcool ou d'autres drogues, et la violence menacent le bien-être et la vie des hommes en particulier.

Dans les années 1990, après 20 ans de régime militaire, le gouvernement brésilien a lancé une vague de réformes administratives et budgétaires rigoureuses, destinées à réduire les

dépenses publiques excessives et à améliorer l'efficacité du gouvernement. Ce dernier a entamé un processus de décentralisation et de déconcentration politique et a délégué la prestation des services aux gouvernements des États et des municipalités qui, souvent, ne possédaient pas les ressources financières ou humaines nécessaires à la mise en œuvre des programmes. Le concept brésilien de *cidadania* a été enchâssé dans la Constitution de 1988 et est devenu le fondement de la démocratie brésilienne. Le terme *cidadania* fait référence aux éléments fondamentaux de la participation des citoyens à la société et à la protection des droits de la personne. Il reconnaît des droits à tous les citoyens et rappelle les devoirs qui y sont associés. En partie grâce à ces réformes, les indicateurs de la santé et de l'éducation au Brésil ont enregistré une hausse considérable. La prise en charge de ces services a accéléré le développement social du pays, même si beaucoup reste à faire pour assurer la qualité et l'équité des services.

En 2003, l'économie brésilienne a stagné. Son produit intérieur brut (PIB) a fléchi de 0,2 %, tandis que la dette publique était élevée et que le pays connaissait toute une série de problèmes sociaux. Le pays venait d'élire à la présidence Luiz Inácio Lula da Silva du Parti des travailleurs. Dans son programme, le gouvernement Lula mettait l'accent sur l'intégration des exclus, la réduction de la pauvreté et la hausse des investissements dans le secteur social : sécurité publique, santé, éducation et sécurité alimentaire, cette dernière grâce à l'initiative *Fome Zero* (Faim zéro).

Au mois d'août 2003, le Congrès brésilien a approuvé le plan pluriannuel (PPA) pour la période 2004-2007, *Plano Brasil de Todos* (Plan Un Brésil pour tous), qui expose les objectifs nationaux du gouvernement actuel. Les objectifs du PPA pour cette période sont d'atteindre la stabilité macro-économique pour soutenir la croissance économique et de renforcer l'esprit citoyen ainsi qu'améliorer l'intégration sociale des populations marginalisées au moyen d'une administration budgétaire responsable et viable. Le PPA comporte trois domaines de programmation :

- **Intégration sociale et réduction des inégalités sociales**, notamment la sécurité alimentaire; l'accès à la sécurité sociale pour tous; l'amélioration de la qualité des systèmes d'éducation; la réforme urbaine; la réduction de la vulnérabilité à la violence; la réduction des inégalités basées sur le sexe et l'appartenance ethnique.
- **Croissance économique durable qui met l'accent sur l'emploi et la génération de revenus, tout en réduisant les inégalités régionales**, notamment la stabilité macro-économique; l'accès démocratique au crédit; l'augmentation de la main-d'œuvre disponible par la formation professionnelle et la réglementation du travail; la réduction des inégalités régionales et intrarégionales et la promotion de la participation de la population au développement local; la réforme agraire; l'amélioration de la gestion de l'environnement; le renforcement des microentreprises et des petites et moyennes entreprises.
- **Promotion et expansion de la *cidadania* et renforcement de la démocratie**, notamment les droits humains; l'intégration des peuples autochtones tout en respectant leur identité culturelle; la sécurité publique; le renouvellement de l'administration publique pour y intégrer les principes d'éthique, de transparence, de participation et de décentralisation.

Les ressources publiques consacrées aux programmes exposés dans le plan totalisent presque 1,8 billion de reals (environ 848,9 milliards de dollars canadiens) échelonnés sur une période de quatre ans : 63 % de ce montant est consacré aux objectifs de

développement social; 33 % aux objectifs de croissance économique (la majorité étant consacrée à l'infrastructure économique, au secteur de la production et au développement des exportations); 4 % à la *cidadania* et aux objectifs de démocratie. Le gouvernement a également prévu d'établir des partenariats avec le secteur privé brésilien et avec le secteur non gouvernemental national pour lutter contre l'exclusion sociale.

Au cours de sa première année d'exercice, le gouvernement a appliqué de strictes politiques macro-économiques pour gérer son énorme dette extérieure. Il a cherché à maîtriser l'inflation et à réduire les facteurs de risque. Le président Lula est parvenu à faire avancer deux dossiers législatifs majeurs pour rationaliser le régime de retraite non viable et réformer le régime fiscal. Toutefois, le gouvernement n'a pu réaliser dans leur totalité les programmes sociaux prévus.

La coopération internationale au Brésil

Selon l'Agence brésilienne de coopération (ABC), l'organisme gouvernemental officiellement responsable de la coopération technique, le Brésil reçoit environ 100 millions de dollars américains annuellement sous la forme de coopération technique consentie par des donateurs bilatéraux¹. Globalement, la coopération bilatérale au Brésil est répartie entre différents secteurs : environnement — essentiellement pour protéger la forêt amazonienne — (40 %), agriculture (22 %), santé (12 %), industrie (10 %), secteurs sociaux (10 %) et administration publique (6 %). Les principaux partenaires bilatéraux du Brésil sont le Japon (environ 56 % de la coopération technique au Brésil) et l'Allemagne (environ 14 % de la coopération technique). Ces deux programmes sont exécutés sous la forme de projets mis en œuvre dans divers secteurs. Au plan des décaissements officiels bilatéraux, le programme du Canada se classe au cinquième rang.

Les organisations multilatérales jouent un rôle important au Brésil. La Banque interaméricaine de développement a adopté une stratégie qui consiste à collaborer avec le gouvernement dans ses efforts visant à atteindre ses objectifs de croissance et de stabilité, et à réduire les inégalités et la pauvreté. Elle a versé 1,1 milliard de dollars américains en 2003. Le plus gros créancier du Fonds monétaire international est le Brésil, avec 28,2 milliards de dollars américains, soit plus de 25 % de son encours de crédit total. En 2003, la Banque mondiale a mis au point une nouvelle stratégie d'aide au pays axée sur les trois piliers du PPA : équité, développement durable et croissance. Une vingtaine d'organisations liées aux Nations Unies et au réseau interaméricain œuvrent au Brésil et ont versé entre 250 et 300 millions de dollars américains en 2002.

De nombreux donateurs multilatéraux et bilatéraux poursuivent d'importants programmes au Brésil; toutefois, le gouvernement brésilien n'a pas cherché à instituer un processus officiel de coordination des donateurs, tel que les approches sectorielles. Il utilise plutôt le PPA comme cadre de coordination.

La coopération internationale ne représente qu'une petite portion des apports de capitaux étrangers. En 2000, l'investissement direct étranger (IDE) a atteint un sommet de 30 milliards de dollars américains, l'un des plus élevés du monde. Cependant, en 2003, l'IDE est tombé à 10 milliards de dollars. Finalement, il est important de signaler que le

¹ Les contributions de contrepartie versées par des partenaires brésiliens s'élèvent également à 100 millions de dollars américains.

Brésil est devenu un pays donateur émergent en Amérique latine, et dans les pays lusophones (où l'on parle portugais) d'Afrique et d'Asie.

Les intérêts canadiens au Brésil

Le Brésil est un géant de l'hémisphère Sud et une formidable force internationale sur les plans économique et politique, et sur le plan du développement. Il constitue l'un des 11 pays prioritaires de la politique étrangère du Canada, avec les pays du G-8, l'Inde, le Mexique et la Chine. L'économie du Brésil se classe au 15^e rang mondial et représente environ 30 % de la production totale de l'Amérique latine. Son influence sur le bien-être du reste du continent sud-américain est énorme. Le Brésil est le plus grand partenaire commercial du Canada en Amérique du Sud. Il est aussi un bénéficiaire majeur des apports en capitaux canadiens, actuellement évalués à cinq milliards de dollars canadiens. Le Brésil est également l'un des principaux concurrents commerciaux du Canada, notamment en matière de denrées agricoles et dans le domaine aéronautique. Le Brésil joue un rôle prépondérant dans les négociations commerciales au sein de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Accord de libre-échange des Amériques. D'un point de vue politique, il suscite le respect des pays industrialisés et des pays en développement dans les forums internationaux et multilatéraux, et il profite de sa position pour influencer les systèmes internationaux et faire valoir les intérêts des pays en développement à revenu intermédiaire. C'est très souvent un allié important du Canada dans les tribunes multilatérales comme l'Organisation des États américains et les Nations Unies, où il cherche à obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité. Les multiples expériences sociales et économiques du Brésil dans la dernière moitié du siècle dernier en font un modèle pour de nombreux autres pays en développement.

La relation bilatérale entre le Canada et le Brésil n'a toutefois pas encore atteint son plein potentiel. Jusqu'à tout récemment, certains conflits ont souvent jeté de l'ombre sur une relation par ailleurs harmonieuse. En 2003, les deux ministres des Affaires étrangères ont adopté un Plan d'action conjoint pour relancer les relations entre le Canada et le Brésil. Ce plan d'action met l'accent sur des domaines de collaboration étendus comme les questions continentales et mondiales, le fédéralisme et les relations parlementaires, les initiatives commerciales, la science et la technologie, l'éducation et les échanges culturels, la sécurité et la coopération militaire, ainsi que la coopération technique et la coopération pour le développement.

On ne peut pas vraiment considérer le Brésil comme un pays pauvre. Pourtant, ses niveaux élevés de pauvreté et d'iniquité devraient susciter l'attention de la communauté internationale. Ses 54 millions de pauvres représentent environ 30 % des 182,9 millions de personnes qui vivent dans la pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes. Dans un pays où les richesses et les compétences de calibre mondial sont concentrées dans les mains d'une petite minorité, la question la plus importante devient la réduction des iniquités dans la mesure où l'iniquité et l'exclusion sociale créent des tensions sociales, engendrent de la criminalité, menacent la stabilité politique et exercent des effets négatifs sur les activités et les résultats économiques. Depuis 1999, le programme de coopération Canada — Brésil se penche sur ces questions.

Cadre de programmation

La Stratégie de programmes-pays 2005-2010 pour le Brésil est orientée vers deux objectifs très importants. Le premier est lié aux problèmes d'équité auxquels fait face le Brésil et le second reconnaît l'importance de la relation entre le Canada et le Brésil et l'influence que peut exercer le programme de coopération sur le renforcement et la diversification de cette relation. La combinaison innovatrice d'objectifs de développement et d'objectifs politiques aide l'ACDI à promouvoir une approche cohérente avec ses intervenants au Brésil.

L'objectif du Programme 2005-2010 est de contribuer à promouvoir l'équité au Brésil tout en renforçant et en diversifiant les relations entre le Canada et le Brésil.

L'aide publique au développement (APD) du Canada au Brésil a débuté en 1968. Depuis, le Canada a octroyé environ 155 millions de dollars en APD grâce à des programmes bilatéraux et des programmes mis en œuvre par la Direction générale du partenariat canadien (DGPC). Les décaissements annuels actuels pour les projets entrepris au Brésil s'élèvent à environ 11 millions de dollars par an, avec une aide bilatérale de 4 à 6 millions de dollars et des décaissements par l'intermédiaire de la DGPC de 5 à 6 millions de dollars. Le programme vise à maintenir les décaissements à un niveau de 11 à 12 millions de dollars par an, avec des décaissements bilatéraux de 5 millions de dollars par an. La Direction générale des programmes multilatéraux de l'ACDI continue d'apporter une aide de 7 à 12 millions par an par l'intermédiaire d'institutions multilatérales.

Résultats escomptés

À l'issue du Sommet du millénaire, où le Canada a annoncé son engagement à contribuer aux Objectifs de développement du millénaire (ODM), l'ACDI a élaboré les résultats clés de l'Agence (RCA). Ces RCA constituent un cadre pour que la planification intégrée et axée sur les résultats, la budgétisation et l'établissement des rapports concernant tous les programmes de l'ACDI. Les résultats du programme sont alignés aux RCA en matière de bien-être économique, de développement social et de gouvernance, ainsi qu'aux priorités que le gouvernement brésilien a énoncées dans le PPA.

Un cadre de suivi et d'évaluation a été élaboré afin d'évaluer le rendement du programme par rapport aux objectifs de développement et aux objectifs politiques. Ce cadre est progressif et itératif. Il a été conçu et est mis en œuvre en étroite collaboration avec les organisations partenaires. Ce cadre comprend une méthode du cadre logique (MCL) du programme avec des résultats à long terme et à moyen terme, un cadre d'analyse des risques et une stratégie de suivi et d'évaluation. Un examen du programme sera effectué en 2008-2009 pour en évaluer les résultats et pour aider à déterminer l'avenir de la programmation au Brésil.

Stratégie de mise en œuvre

Programme bilatéral

Au fur et à mesure que les relations entre le Canada et le Brésil ont évolué et mûri, l'ACDI a cherché à intégrer de nouvelles approches de programmation. L'accent a été mis sur la participation systématique de l'Agence brésilienne de coopération (ABC) au dialogue sur les politiques, et à la planification, à la gestion, la mise en œuvre et au suivi du programme. Depuis 1996, le volet bilatéral du programme est fondé sur une approche de transfert de technologies, où le terme « technologie » fait référence aux approches ou modèles canadiens qui comportent un savoir-faire ou une expertise uniques en leur genre, et où l'expression « transfert de technologies » désigne le partage de ces approches canadiennes avec des partenaires solides et compétents au Brésil qui sont en mesure de les adapter avec succès pour faire face aux problèmes de développement urgents. Les conclusions de deux évaluations indépendantes menées en 2003 ont confirmé la validité de cette approche. Cependant, elles ont recommandé de mieux soutenir les initiatives ayant une incidence directe sur la réduction des inégalités économiques, sociales, ethniques ou régionales, et sur la réduction de l'inégalité entre les sexes.

Le programme reste réceptif aux réseaux créatifs de partenaires brésiliens et canadiens afin que l'on puisse tirer le meilleur parti des ressources techniques et financières. Cependant, d'une approche axée sur le transfert de technologies, le programme évolue vers une approche fondée sur l'échange de connaissances. Les divers fonds qui le composent ont été intégrés pour créer un fonds unique, souple, afin de faciliter l'échange mutuel de savoir et d'expérience entre le Canada et le Brésil. La programmation demeure innovatrice et permet d'approfondir les relations; elle est fondée sur les points forts du Brésil et les défis qui lui sont propres. On accorde une place particulière à la diffusion et à la reproduction des modèles, mis en œuvre avec succès, échangés par les Canadiens et les Brésiliens. Trois voies de concentration ont été conjointement définies avec l'Agence brésilienne de coopération : sectorielle, institutionnelle et régionale. Enfin, la stratégie intègre une nouvelle dimension fondée sur le dialogue sur les politiques et la coopération trilatérale.

Concentration sectorielle

Les initiatives du programme du Brésil sont avant tout orientées sur les secteurs sociaux (gouvernance, santé et monde du travail) tout en conservant comme thèmes transversaux l'environnement, l'égalité entre les sexes et l'équité ethnique. La gouvernance constitue le principal secteur de programmation et est un thème transversal des deux autres secteurs, santé et monde du travail, contribuant à créer une synergie dans le programme.

Gouvernance

En 1986, à la fin de la dictature militaire, le Brésil est une jeune démocratie dont le secteur public est confronté à de lourds défis. De leur côté, le secteur privé et la société civile s'approprient un rôle croissant en définissant, en mettant en œuvre et en administrant des politiques et des programmes. Les organismes dirigeants doivent devenir plus efficaces, plus équitables, plus transparents et rendre davantage de comptes. Il devient nécessaire de leur attribuer des mandats clairement définis et d'y employer des personnes possédant les connaissances et les aptitudes nécessaires à la prise de décisions représentatives. En même temps, il devient indispensable de renforcer l'aptitude de la

société civile, notamment de ceux qui sont traditionnellement exclus, à participer aux prises de décisions et à la gestion des ressources sociales et économiques du pays. Dans ce contexte, la Stratégie 2005-2010 soutient les initiatives qui visent à renforcer les capacités de la société civile, les institutions démocratiques, la compétence du secteur public, les capacités des organisations qui protègent et défendent les droits humains, et la volonté des dirigeants à respecter les droits, à diriger de façon démocratique et à gouverner efficacement. Le Canada a beaucoup à offrir dans ce domaine et peut favoriser les progrès dans une multitude de secteurs au Brésil en participant aux processus de gouvernance renforcés.

Santé

La Constitution brésilienne de 1988 désigne le droit à la santé comme un droit élémentaire des citoyens. La décentralisation des services au profit des états et des municipalités a beaucoup contribué à améliorer l'accès aux services et à fournir un service de qualité uniforme adapté aux conditions propres à chaque région. Le Brésil a accompli de nets progrès dans la prestation des soins de santé et l'accès aux services de santé pour tous; toutefois, les services sont toujours de qualité inégale. La majorité de la population a accès aux services publics qui sont souvent de piètre qualité alors qu'une minorité de nantis peut s'offrir des soins de santé d'excellente qualité. Le Brésil peut tirer des enseignements du système universel de soins de santé du Canada et s'en inspirer pour ses réformes.

Monde du travail

L'économie brésilienne est l'une des plus grandes et des plus inéquitables du monde. Les conditions de travail et l'accès au monde du travail (tant le travail dans le secteur public que dans le secteur privé, dans le secteur formel que dans le secteur informel) sont discriminatoires et fondés sur des critères d'appartenance ethnique, de sexe, de classe sociale et d'origine régionale. Cette discrimination engendre une économie affectée par un taux de chômage élevé et par l'extension d'un vaste secteur informel. Le gouvernement ne ménage pas ses efforts pour créer de l'emploi, réinsérer les sans-emplois dans l'économie formelle et aider les jeunes à entrer sur le marché du travail pour la première fois, autant de domaines dans lesquels le Canada a beaucoup d'expérience à partager. De plus, le système d'éducation du Brésil, élément essentiel à la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, doit être renforcé pour préparer les étudiants à répondre aux besoins des employeurs.

Thèmes transversaux

Égalité entre les sexes

L'égalité entre les sexes signifie que les femmes et les hommes, les filles et les garçons, jouissent des mêmes conditions pour réaliser pleinement leurs droits humains et des mêmes aptitudes pour contribuer au développement national, politique, économique, social et culturel et bénéficier de la même façon des résultats. Pour réussir à réduire la pauvreté, il faut éliminer les contraintes auxquelles les femmes et les filles sont soumises. Ces contraintes comprennent le manque de mobilité, une faible estime de soi, le manque d'accès aux ressources et le manque de contrôle sur ces ressources, le manque d'accès aux services sociaux de base, à la formation et aux possibilités de développer leurs capacités, le manque d'accès à l'information et à la technologie, aussi bien qu'à la prise de décisions au sein d'organisations gouvernementales, judiciaires, de développement et du secteur privé, ainsi que dans leurs collectivités et leurs foyers.

Égalité ethnique

L'équité ethnique signifie l'inclusion de tous les Brésiliens, peu importe leurs origines ethniques, dans les processus nationaux de développement politique, économique, social et culturel. D'un point de vue ethnique, la population noire et mulâtre brésilienne représente environ 45 % de la population totale du pays et est, en moyenne, plus pauvre que la population blanche du Brésil. La population autochtone brésilienne, qui représente un des groupes les plus marginalisés et socialement exclus dans le pays, est également une priorité sous ce thème transversal.

Gestion de l'environnement

Il y a une interdépendance fondamentale entre l'environnement mondial et les objectifs de développement international. Bien que la Stratégie de programmes-pays pour le Brésil 2005-2010 n'appuie pas de projet dans le domaine de l'environnement ou de la gestion de l'environnement, toutes les initiatives appuyées par celle-ci devront se conformer aux exigences de la *Politique de l'ACDI en matière de durabilité environnementale* et de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*.

Concentration régionale

La pauvreté fait rage dans certaines enclaves clés du Nord-Est du pays à dominance rurale² et dans les bidonvilles. Avec un grand nombre de pauvres, toujours plus nombreux, et des indicateurs sociaux à la traîne par rapport aux régions plus riches du Sud/Sud-Est, le Nord/Nord-Est nécessite plus d'attention. Après avoir mené une politique consistant à ne pas accorder de priorité explicite à telle ou telle région du pays, le gouvernement au pouvoir a insisté sur la réduction des inégalités régionales dans son Plan pluriannuel. L'ACDI a accentué ses efforts surtout dans le Nord-Est du pays, et environ 50 % des ressources de l'Agence sont affectées à cette région. La mise en œuvre d'un plus grand nombre de projets dans cette région sera facilitée par l'ouverture du bureau de l'ACDI dans le Nord-Est.

En plus du Nord-Est, la population du Brésil est très urbanisée et ce qui favorise les bidonvilles illégaux, ou *favelas*, qui sont, la plupart du temps, dépourvus de services sociaux et n'offrent aucune possibilité d'emplois. Les résidents des *favelas* vivent dans des conditions très difficiles et manquent de soutien public. Ils sont souvent victimes de crimes violents perpétrés dans leur collectivité. Environ 25 % des ressources

Sud-Est	Nord-Est
- 96 des 100 municipalités affichant l'IDH le plus élevé	- Les 100 municipalités affichant l'IDH municipal le plus faible
- 18 % de la population vit d'un revenu inférieur à un salaire minimum	- 51 % de la population vit d'un revenu inférieur à un salaire minimum
- 31 millions de personnes de plus de 10 ans vivent d'un revenu inférieur à un salaire minimum	- 28,6 millions de personnes de plus de 10 ans vivent d'un revenu inférieur à un salaire minimum
- Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans : 36/1000	- Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans : 96/1000
- Taux d'analphabétisme : 7,8 %	- Taux d'analphabétisme : 26,6 %
- Présence de <i>favelas</i> dans 53 % des villes	- Présence de <i>favelas</i> dans 46 % des villes
- Le Sud-Est produit 57 % du PIB	- Le Nord-Est produit 13 % du PIB

² Le Nord-Est désigne les 9 états suivants : Alagoas, Bahia, Ceará, Maranhão, Paraíba, Pernambuco, Piauí, Rio Grande do Norte et Sergipe.

sont affectées à des projets mis en œuvre dans des *favelas* ou dans des zones pauvres des grands centres urbains.

Enfin, la programmation à l'échelle nationale (environ 25 % des ressources) continue de mettre à contribution des partenaires stratégiques œuvrant pour la réduction des inégalités partout le pays.

Concentration institutionnelle

Les interventions en matière de développement peuvent avoir lieu à trois niveaux principaux : au niveau politique (macro), au niveau institutionnel (intermédiaire) et au niveau de la collectivité (micro). Le programme de l'ACDI au Brésil a toujours mis l'accent sur les institutions et donné d'excellents résultats tout en aidant à établir des relations durables entre les organisations canadiennes et brésiliennes. Entre 2005 et 2010, l'ACDI a l'intention de continuer à travailler au niveau institutionnel (intermédiaire) et de cibler les organisations avec lesquelles elle collaborera, c'est-à-dire celles dont la portée et l'intérêt vont jusqu'à l'élaboration et l'application de politiques et qui peuvent contribuer directement à l'amélioration des perspectives d'avenir et des conditions de vie des exclus au niveau des collectivités. Nos partenaires brésiliens continuent de proposer et de diriger les interventions en matière de développement. Leur contribution aux projets par l'apport de ressources financières ou de ressources en nature est essentielle.

Autres initiatives

Dialogue sur les politiques et influence

L'ACDI s'engage dans le dialogue sur les politiques afin d'exercer une influence sur ses partenaires brésiliens, canadiens et internationaux, dans l'intention de promouvoir le développement durable, l'équité, l'intégration sociale et la notion de *cidadania* au Brésil. Au Canada, l'ACDI partage ses leçons et objectifs avec d'autres ministères fédéraux et provinciaux afin de contribuer à l'élaboration d'une approche plus cohérente sur le terrain, tant au plan politique qu'en matière de programmation. Il faudra aussi renforcer et diversifier la relation entre le Canada et le Brésil. Au sein même de l'Agence, le programme du Brésil nous permet de tirer des leçons sur la façon de travailler de façon réactive et avec des pays à revenu intermédiaire, et d'approfondir les relations avec les pays partenaires. Enfin, l'ACDI échange de plus en plus de points de vue avec les autres donateurs internationaux et avec des organisations du Brésil afin d'étudier les complémentarités, de créer une synergie et de travailler à des objectifs communs.

Coopération trilatérale et programmation régionale

Tout en continuant de consolider ses relations avec le Brésil, l'ACDI soutiendra le rôle évolutif du Brésil auprès des pays d'Amérique latine et des pays lusophones d'Afrique et d'Asie. Plus précisément, l'Agence cherchera à lancer des initiatives qui présentent un intérêt à la fois pour le Canada et pour le Brésil dans des pays tiers, et elle veillera à élaborer des mécanismes en matière de coopération trilatérale. L'objectif de la coopération trilatérale est d'appuyer la réduction de la pauvreté et le développement durable dans un tiers pays en développement grâce à un effort conjoint entre des institutions canadiennes et brésiliennes. Les initiatives trilatérales appuient également la

capacité du Brésil comme pays donateur et renforcent les relations entre le Canada et le Brésil.

L'ACDI continue également à prendre part à des initiatives régionales dont l'appui au Plan d'action du Sommet des Amériques.

Apprentissage et information

À l'appui des activités décrites ci-dessus, le programme du Canada au Brésil consacre des ressources au renforcement du savoir, à la collecte de renseignements et à la diffusion de l'information. L'ACDI a également élaboré une stratégie de communication et de promotion de l'information comprenant une analyse contextuelle, le partage des connaissances, la diffusion des résultats et un soutien à la stratégie du dialogue sur les politiques.

Direction générale du partenariat canadien

Le programme bilatéral de l'ACDI au Brésil représente chaque année environ la moitié de l'aide publique au développement accordé par le Canada (ceci exclut l'appui fourni grâce aux mécanismes multilatéraux). En plus du programme bilatéral de l'ACDI, l'Agence a une longue expérience de travail avec la société civile et le secteur privé pour développer et mettre en œuvre des initiatives de développement par l'entremise de la Direction générale du partenariat canadien (DGPC) qui est, à l'ACDI, la direction générale responsable de la majorité des programmes de coopération internationale impliquant le secteur privé et la société civile, notamment les collèges, les coopératives, les syndicats, les associations professionnelles, les universités, les organisations non gouvernementales, les jeunes, les organisations d'envoi de volontaires et d'autres institutions.

Grâce aux mécanismes de la DGPC, les organisations partenaires canadiennes conçoivent et réalisent des projets et des programmes qui visent l'amélioration de la qualité de vie et le développement des capacités de leurs partenaires locaux du secteur privé et de la société civile. Les secteurs principaux de programmation de la DGPC au Brésil sont : le gouvernement et la société civile (25%); l'éducation (24%); l'industrie (9%); l'agriculture (9%); la santé (7%). Dans les années à venir, le programme bilatéral de l'ACDI au Brésil continuera de travailler de près avec la DGPC et cherchera activement des moyens novateurs de collaborer et créer des synergies entre les projets et programmes financés par l'ACDI.